Luxembourg

Conférence des parties chargée de l’examen du
Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Déclaration de

S.E. M. CHARLES GOERENS
Ministre de la Coopération, de l’Action Humanitaire,
Ministre de la Défense

New York, le 26 avril 2000

(Seul le discours prononcé fait foi)
Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous féliciter de votre élection à la présidence de cette Conférence d'Examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui revêt une importance toute particulière. Je suis convaincu que vos talents diplomatiques et votre expérience nous permettront de mener nos travaux à bonne fin. Soyez assuré de notre soutien dans la tâche qui vous a été confiée.

Monsieur le Président,

Tout en souscrivant à la déclaration prononcée lundi, à l'ouverture de ce débat général, par le distingué Représentant du Portugal, au nom de l'Union Européenne, je souhaiterais évoquer plus particulièrement les points suivants :

Il s'agit d'un fait unique dans l'histoire de l'humanité que 182 États soient arrivés à la conclusion qu'il est dans leur intérêt – et dans l'intérêt de la préservation de la paix – de renoncer à la détention de l'arme nucléaire, lorsqu'ils ont librement décidé d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Après trente ans d'existence du TNP, 187 États, dont les cinq puissances nucléaires, adhèrent à cet important Traité qui a pour objectif de promouvoir et de garantir la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

Aucun des États qui sont parties au TNP ne conteste l'importance et l'influence décisives de ce Traité sur la préservation de la paix dans le monde. Son existence a en effet empêché la dissémination des armes nucléaires dans un très grand nombre de pays.

Imaginons un instant ce que serait le monde d'aujourd'hui en l'absence du TNP, avec la plupart des grands et moyens pays dotés d'armes nucléaires ! Imaginons le danger que ferait courir à l'humanité la multiplication du risque de se voir confronté à l'existence d'un détenteur irresponsible de l'arme nucléaire !

Certes, la situation n'est pas parfaite, puisque quatre pays restent en dehors du Traité, dont l'Inde et le Pakistan, qui par leurs récents essais nucléaires ont desservi la sécurité de leur région.

Nous demandons à ces quatre pays, en particulier à ceux qui ont en opération des installations nucléaires qui ne sont pas placées sous les garanties de l'AIEA, et qui n'ont pas renoncé à l'option de disposer d'armes nucléaires, d'adhérer dans les meilleurs délais au TNP.

Si nous constatons que la quasi-totalité des pays parties au Traité respectent scrupuleusement les engagements qu'ils ont contractés, nous ne pouvons ignorer que
plusieurs d'entre eux se sont soustraits à ces obligations en tentant de mettre au point des armes nucléaires.

Monsieur le Président,

Le TNP contient par ailleurs des dispositions qui facilitent l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Le Luxembourg, bien qu'il ait renoncé à installer une capacité de production d'énergie nucléaire sur son propre territoire, tire cependant profit d'un certain nombre d'applications pacifiques de l'énergie nucléaire, notamment à des fins médicales, à des fins de contrôle de qualité dans l'industrie, ainsi qu'à des fins de recherche.

Mon pays, qui fait partie du TNP depuis plus de 25 ans, a toujours poursuivi une politique stricte de non-prolifération nucléaire.

Soucieux d'éviter que les matières et équipements nucléaires sensibles ne parviennent dans les mains de groupes terroristes ou n'entrent dans des programmes nucléaires destinés à des fins non-pacifiques, nous avons mis en place une infrastructure solide en vue de lutter contre leur trafic clandestin.

Monsieur le Président,

En participant à cette Conférence d'Examen du TNP, je voudrais souligner l'importance que le Luxembourg attache à la non-prolifération nucléaire et au désarmement, surtout après la décision de la Conférence d'Examen et de Prorogation du TNP de 1995 de renforcer à l'avenir le processus d'examen du Traité.

Tout en étant d'avis que depuis 1995 les puissances nucléaires auraient dû faire des progrès plus substantiels sur la voie du désarmement nucléaire, je suis convaincu que nous sommes solidement engagés dans une voie qui est désormais irréversible. J'en veux pour preuve la ratification de START II par la Douma de la Fédération de Russie, il y a une dizaine de jours. Il s'agit là d'une avancée historique sur la voie du désarmement nucléaire, à condition bien entendu que le Protocole qui reste en suspens soit également ratifié, et que le Traité soit mis en œuvre de façon effective, et dans les délais impartis.

Un fait de non moindre importance est que la Fédération de Russie et les Etats-Unis se déclarent prêts à entamer la négociation d'un Traité START III.

Nous comptons sur le sens de la responsabilité de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique pour que ces deux puissances s'abstiennent d'engager dans le cadre du Traité ABM des actions qui soient de nature à compromettre les engagements
en faveur du désarmement nucléaire qui ont été ou seront pris dans le cadre des traités de START II et de START III.

A côté de la réduction des armes nucléaires stratégiques, il est également souhaitable et nécessaire que les armes nucléaires non-stratégiques connaissent à brève échéance une réduction sensible.

Conformément à l'accord intervenu au sommet du G 7/P 8 de Moscou de 1996, les matières nucléaires déclarées ne plus servir à des utilisations militaires, devront être placées, aussitôt que possible, sous contrôle international.

Monsieur le Président,

Dans le domaine de la non-proliferation nucléaire, je suis très satisfait de pouvoir relever qu'en mai 1997 a été adopté au sein de l'AIEA un Protocole Modèle Additionnel aux accords de garantie existants, qui est destiné à renforcer valablement les dispositions existantes pour permettre la détection des activités nucléaires clandestines.

En 1997, les treize États membres de l'Union Européenne non dotés d'armes nucléaires de même que la France, le Royaume-Uni et Euratom ont conclu avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique trois Protocoles additionnels.

Une partie des États membres de l'Union Européenne ont déjà ratifié leur Protocole additionnel, et les autres, dont le Luxembourg, le feront dans les meilleurs délais.

Je me permets de lancer un appel à tous les États qui n'ont pas encore conclu de Protocole additionnel avec l'AIEA, de le faire dans les plus brefs délais et de le mettre en vigueur sans retard.

Monsieur le Président,

Pour ce qui est du Moyen-Orient, qui a toujours donné lieu à des débats intenses et controversés au cours des Conférences d'Examen antérieures, nous constatons avec satisfaction que, grâce à des activités diplomatiques multiples, la situation politique y est en train de se débloquer et que des efforts et des actes concrets sont faits, de part et d'autre, pour s'orienter enfin vers une paix durable dans cette région.

J'ose espérer que le virage qui est en train d'être pris au Moyen-Orient en direction de la paix, aura des répercussions favorables sur la mise en œuvre universelle du Traité et sur les efforts en vue de créer une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région.
Monsieur le Président,

Après trente années d'efforts et de négociations intensives, la signature en 1996 du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a constitué une étape importante dans la voie du désarmement nucléaire. Mais la question de son entrée en vigueur se pose avec acuité. En tant que représentant d'un pays qui a ratifié cet important Traité, j'en appelle en particulier à ceux des 44 Etats, dont la participation est nécessaire à l'entrée en vigueur du Traité, mais qui ne l'ont pas encore ratifié, de prendre leurs responsabilités.

En ratifiant le TICE, la semaine dernière, la Douma de la Fédération de Russie a posé un acte important dans le cadre du désarmement nucléaire. Je suis sûr que cet acte servira d'incitation, en particulier aux deux autres Etats dotés d'armes nucléaires qui n'ont pas encore adhéré au Traité, ainsi qu'à l'Inde et au Pakistan, de procéder à sa ratification dans un proche avenir.

Je ne puis m'empêcher de déplore le fait que la négociation d'un Traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires n'a pas encore débuté au sein de la Conférence du Désarmement à Genève, bien que tous les Etats soient d'accord pour considérer que ce futur Traité est un passage obligé considérable sur la voie de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

Il est regrettable que diverses tractations aient empêché le début de la négociation de cet important Traité qui devra être non discriminatoire, multilatéral, et internationalement et effectivement vérifiable. J'espère qu'une des conséquences positives de notre Conférence sera le démarrage prochain de ladite négociation.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg souhaite que notre Conférence d'Examen ait un contenu équilibré et constructif, et que le TNP en sorte renforcé, pour qu'il puisse continuer de garantir la paix, la sécurité et la stabilité à notre génération et aux générations futures.

Je vous remercie, Monsieur le Président.